



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Performances financières

Microsoft et Google s'en sortent mieux que prévu

Google et Microsoft ont annoncé mardi des performances financières supérieures aux attentes du marché au deuxième trimestre 2023 • (Page 08)

Espagne

Le taux de chômage atteint son plus bas depuis la crise de 2008
Selon des chiffres officiels publiés jeudi, 2,76 millions de... • (Page 10)

Emplois et logement à coûts abordables

La BAD signe 2 accords de prêts et de dons avec le Togo

• (Page 03)



Produits et services financiers

• (Page 05)

Ecobank Togo prime ses meilleurs partenaires Points Xpress

Sous-secteur semencier

FSRP-Togo sensibilise jeunes et femmes sur les opportunités
Du 27 au 28 juillet 2023, une tournée régionale de sensibilisation a regroupé à Atakpamé... • (Page 02)

Consommation locale

Les supermarchés invités à promouvoir les produits locaux
Au Togo, le Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale a initié, ce jeudi 27 juillet 2023 à Lomé, une tournée dans... • (Pages 04)

Premier semestre 2023

Le résultat avant impôt d'Ecobank a progressé de 18 %
Ecobank Transnational Incorporated (ETI) a publié, le 27 juillet 2023, ses résultats financiers au titre du premier semestre 2023. Il en résulte que... • (Page 06)

Plateforme Industrielle

Une mission de la Commission de l'UEMOA visite la PIA
Une mission de la commission de l'UEMOA au Togo a visité la Plateforme ... • (Page 11)



Cours des devises offert par



Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	587,000	4,190	762,250	684,500	445,000	81,750	159,250
Vente	655,957	594,000	4,250	769,250	690,500	452,000	83,500	162,250

Sous-secteur semencier

FSRP-Togo sensibilise jeunes et femmes sur les opportunités

Du 27 au 28 juillet 2023, une tournée régionale de sensibilisation a regroupé à Atakpamé et à Kara, des groupements de femmes et de jeunes sur la réglementation semencière et les opportunités d'emplois inclusifs dans le sous-secteur semencier au Togo, informe le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural.

• Nicole Esso

Financé par le programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-Togo), cette activité vise à amener de nouvelles personnes à intégrer la chaîne de valeur des semences agricoles et plants afin d'accroître l'offre des semences et plants de qualité dans le pays. Pendant deux jours d'activité, les cadres de la direction des semences agricoles et plants ont sensibilisé 180 groupements de jeunes et de femmes sur les différents aspects de la réglementation semencière dans l'espace CEDEAO ainsi que les opportunités d'emploi dans le secteur semencier au Togo. « La vision de la direction des semences agricole et plant est de faire émerger au moins six entreprises semencières au Togo pour booster l'économie nationale par le secteur agricole. » a mentionné un cadre de la direction des semences à l'entame de sa présentation. Cette sensibilisation a connu un engouement et une participation active de toutes les parties prenantes. A Atakpamé comme à Kara, les participants ont témoigné



et partagé leur expérience en tant que producteur semencier et l'impact des accompagnements qu'ils ont eus du ministère de l'agriculture à travers ses différents projets de développement. C'est l'exemple de Wolou Assamati, producteur semencier basé à Atakpamé qui relate : « Je m'appelle Assamati Wolou et je suis producteur de semences. Je produis des semences depuis 2009. Au début on faisait des superficies de 2 hectares parfois 1 voire 0.5. Mais en 2013, la DSP et les projets PADAT et PPAAO nous ont formés. A partir de ce moment, les choses ont changé. Actuellement moi je fais plus de 15 hectares pour le maïs et 20 ha pour le soja. Avec la DSP, nous certifions les semences et avons aussi

créé des points de vente dans les villages pour organiser la commercialisation de nos semences. (...) Nous travaillons aussi avec les inspecteurs qui passent dans nos champs 2 ou 3 fois avant la récolte. » A Kara, les travaux ont été présidés par le directeur régional de l'agriculture de ladite région et ont été l'occasion d'échanger sur les critères d'accès aux instruments financiers du FSRP à travers ses guichets et sur l'apport du fonds d'appui au secteur semencier mis en place depuis 2014 par le gouvernement. Les échanges ont également porté sur les innovations majeures entreprises au sein du ministère de l'agriculture pour booster le secteur, notamment l'agence de transformation agricole et la nouvelle direction de l'entrepreneuriat et du financement agricole. Notons que cette tournée de sensibilisation vient en prélude à l'appui technique du CO-RAF qui consiste à former les producteurs semenciers sur les chaînes de valeurs de semences et la création de business model inclusif afin de contribuer efficacement à la mise à échelle et la promotion des semences de qualité.



Image du jour



Le chef de l'Etat Togolais, Faure Gnassingbé a assisté ce 28/07/2023, aux côtés du Président Félix Tshisekedi, et des chefs de gouvernements des pays membres de la Francophonie à la cérémonie d'ouverture des Jeux de la Francophonie en République Démocratique du Congo.

AUX DECIDEURS...

Crise alimentaire & coût élevé des engrais importés

Les fournisseurs mondiaux d'engrais ont réalisé des bénéfices incroyablement élevés en 2022/23 grâce aux flambées de prix attribuées à la guerre russo-ukrainienne. Les bénéfices des neuf premiers producteurs mondiaux ont triplé en 2022 par rapport à deux ans auparavant.

Les marges et les impacts ont été encore plus importants sur l'approvisionnement en engrais des agriculteurs africains. De plus, les marges bénéficiaires extrêmement élevées se maintiennent en 2023 dans de nombreux pays africains, même si les prix internationaux ont baissé. La saison des récoltes a récemment pris fin dans la plupart des pays d'Afrique australe, les marges des agriculteurs et la production étant comprimées par les coûts élevés des intrants.

Une action internationale est donc requise de toute urgence sur les prix des engrais pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique.

La saison des récoltes vient de se terminer dans la plupart des pays d'Afrique australe. Il est prouvé que les marges et la production des agriculteurs sont comprimées par les coûts élevés des intrants. Les coûts élevés et la faible application sont un facteur qui fait que les rendements du maïs en Zambie sont inférieurs à la moitié de ceux de l'Afrique du Sud et à un tiers de ceux de l'Argentine (selon la FAO).

Si les agriculteurs gagnaient de meilleurs revenus, avec des coûts d'intrants moins élevés, alors la production pourrait être un multiple des niveaux actuels.

La plupart des pays du continent dépendent des importations alimentaires. Des pays comme le Kenya qui ont été touchés par la sécheresse ont du mal à s'approvisionner en importations, ce qui a aggravé la sécurité alimentaire dans le pays.

Les prix internationaux des engrais ont plus que doublé en deux mois - de septembre à novembre 2021. Le pic s'est poursuivi au début de 2022, atteignant un prix moyen de 915 USD/t pour l'engrais à base d'urée de référence entre mars et avril 2022. Cela se compare à environ 226 USD en les cinq années précédentes.

En mars 2023, le prix international de l'urée était retombé à près de 300 \$/t. Avec des coûts supplémentaires pour importer dans les pays côtiers qui ne devraient pas dépasser 150 \$/t et dans les régions intérieures pas plus de 250 \$/t, y compris une marge de négociant, les prix intérieurs de l'Afrique du Sud reflètent désormais des prix équitables, mais dans d'autres pays africains, les super profits se poursuivent.

Une action internationale est donc requise de toute urgence sur les prix des engrais pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique. Premièrement, les autorités de la concurrence en Afrique devraient enquêter sur les signes de comportement anticoncurrentiel. Deuxièmement, des investissements sont nécessaires dans la logistique, le stockage et le conseil pour une utilisation optimale. Troisièmement, un observatoire du marché des engrais tel que l'UE est en train de le mettre en place fournirait des données continues sur les marchés des engrais, les facteurs qui les affectent, et échangerait des expériences et des bonnes pratiques pour une utilisation optimale.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Emplois et logement à coûts abordables

La BAD signe deux accords de prêts de dons avec le Togo

Le Togo et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont procédé le 27 juillet 2023 à Lomé, à la signature de deux accords de prêts et de dons. Le premier accord est relatif au financement du projet d'accompagnement des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeur créatrices d'emplois. Quant au second accord de financement, il concerne la réalisation des études du programme de construction de 20 000 logements à coûts abordables au Togo.

• Joël Yanclou

Le ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani Yaya, et le responsable pays de la Banque Africaine de Développement (BAD), Wilfrid Abiola, ont paraphé les deux documents. Ces deux appuis du Groupe de la Banque africaine de développement qui s'inscrivent dans le cadre de ses cinq grandes priorités (High5): « Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique » et de l'Axe 1 de la feuille de route gouvernementale 2025: « Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix », visent, d'une part, à contribuer à créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers le renforcement de l'employabilité des jeunes et la promotion de l'entreprenariat et d'autre part, à com-

bler le déficit en logements décentes et au renouvellement de l'habitat au Togo. Le coût global du Projet d'accompagnement des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeur créatrices d'emplois est estimé à un montant global de 28,1 milliards de francs CFA. Ce coût est financé par un don du Groupe de la BAD de 12,4 milliards de FCFA et d'un prêt de 2,7 milliards de FCFA, un cofinancement prévu sous forme de don de la République fédérale d'Allemagne à travers la KfW pour un montant 9,739 milliards de francs CFA avec une contrepartie togolaise sur le budget de l'état qui s'élève à 3,410 milliards de FCFA. « Ce projet vise spécifiquement à renforcer les compétences entrepreneuriales des jeunes, à booster la compétitivité et accroître les parts de marchés des TPME



des jeunes et à augmenter le volume des financements aux jeunes entrepreneurs. Ce projet concrétise l'une des ambitions de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 notamment la réforme quatre qui vise à mettre en œuvre des plans d'accompagnement aux TPME à travers la facilitation d'accès au finan-

cement et au foncier », a déclaré le ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani Yaya.

Programme de construction de 20 000 logements à coûts abordables au Togo

En ce qui concerne l'accord de financement des études du Programme de construction de 20 000 logements à coûts abordables au Togo, il porte sur un montant global d'environ 3,1 milliards FCFA dont un prêt d'environ 2,9 milliards FCFA ; et un don d'environ 128 millions FCFA. Pour le

ministre Sani Yaya, « ce prêt et ce don, la BAD permet à l'Etat Togolais d'accéder à des ressources concessionnelles pour le financement de son ambitieux programme de construction de 20 000 logements, qui cadre avec l'objectif de l'Axe 1 : « Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix » de la feuille de route gouvernementale, par la réalisation des études préliminaires et de faisabilité. Ces financements de la Banque Africaine de Développement témoignent de sa disponibilité à accompagner notre pays le Togo, dans la réalisation des différents

projets de développement pour une croissance forte, durable et inclusive au profit de nos concitoyens. » Le logement constitue l'un des leviers de cohésion sociale et un facteur de stabilité et de développement économique. Les fonds qui sont octroyés par la BAD donneront au gouvernement des coupées franches pour conduire des études en vue d'améliorer la qualité de vie des populations, par le biais de l'accès à des logements décentes, surtout pour les personnes à revenus faibles et intermédiaires. Quant à l'entreprenariat des jeunes et femmes, ce projet permettra de favoriser la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et d'accélérer la croissance économique. Ces deux interventions du Groupe de la BAD témoignent de sa disponibilité à accompagner le gouvernement togolais dans la réalisation de projets structurants pour le développement économique et social durable et inclusif. Tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ces projets et programmes sont ainsi, exhortés à ne ménager aucun effort dans l'atteinte des objectifs de ces interventions.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Consommation locale

Les supermarchés invités à promouvoir les produits locaux

Au Togo, le Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale a initié, ce jeudi 27 juillet 2023 à Lomé, une tournée dans les supermarchés pour s'enquérir de l'application des mesures prises par le gouvernement pour favoriser la promotion des produits locaux.

● **Wilson Lawson**

La mission conduite par la Directrice de la consommation locale, Kafui Améyo ADOVON, a visité les supermarchés Ramco d'Assivito, le Champion de Casablanca, la Concorde d'Atikoumé, avec des recommandations aux différents établissements, informe le ministère en charge du commerce. Dans les supermarchés visités, la Directrice de la Consommation Locale s'est entretenue avec les gérants, pour s'enquérir de la chaîne d'approvisionnement utilisée, mais surtout pour les sensibiliser sur l'importance de mettre en pratique les mesures prises par le Gouvernement pour promouvoir les produits et l'économie locale. Les recommandations formulées ont été suivies par la présentation aux responsables des supermarchés des deux plateformes numériques, « Togognim » et « Nam Asia », développées par le Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, pour mettre en relation les producteurs, les promoteurs, les distributeurs et les



consommateurs, en les informant sur la disponibilité, les lieux d'approvisionnement des produits locaux ainsi que sur les prix des différents produits mis sur le marché.

Faire de la consommation locale, un moteur du développement

A croire Kafui Améyo ADOVON, « cette visite s'inscrit dans la droite ligne de la politique du Gouvernement sous l'égide de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, de faire de la consommation locale, un moteur du développement. Ce qui s'est traduit

par une série de mesures prises, parmi lesquelles, il faut relever l'obligation faite aux supermarchés de dédier des rayons spécifiques pour les produits locaux. Madame le Premier ministre a signé une lettre circulaire obligeant les supermarchés à privilégier l'achat des produits d'origine togolais, lors de leur approvisionnement. Au cours de la célébration du Mois du Consommer Local, nous avons constaté que ces mesures sont effectivement appliquées par ces supermarchés. Une fois la célébration terminée, nous avons eu le retour des consommateurs qu'il n'y a plus de rayons dédiés aux produits locaux. C'est dans ce sens que cette tournée est organisée, pour vérifier si les responsables respectent les dispositions de visibilité. Après cette visite, nos attentes ne sont pas comblées, parce que dans certains supermarchés, nous avons constaté l'absence des produits locaux, par contre dans d'autres, les produits locaux sont noyés dans ceux importés. » A cette occasion, le Chef magasin du Supermarché Concorde Atikoumé, Benyinou Hounkpatin, a exprimé l'adhésion totale de leur supermarché à l'initiative du Gouvernement en faveur des entreprises et des productions locales qui se traduit, dit-il, par une forte présence des produits locaux.



Administration publique

Le CESAG veut accompagner le gouvernement

L'administration publique togolaise pourrait bientôt bénéficier d'un nouvel appui dans le cadre de son processus de modernisation. Le Centre africain d'études supérieures en gestion (CESAG), basé à Dakar (Sénégal), a affirmé mercredi 26 juillet, sa disponibilité dans ce sens. Ceci, à la faveur d'une audience accordée par le Premier ministre, Victoire Tomegah-Dogbé à une délégation conduite par la directrice de l'institution, Rosaline Worou Houndekon.

« Le CESAG est un centre créé par les 8 Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), sous la tutelle de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Il offre des formations professionnelles pour les pays membres et les autres pays africains », a d'abord expliqué la responsable. Et de poursuivre : « depuis sa création en 1985, le CESAG essaye d'accompagner les pays dans le cadre de la modernisation de leur administration publique. Nous formons des spécialistes dans le système de suivi et d'évaluation, et nous accompagnons les décideurs. Notre objectif est de pouvoir accompagner le Togo dans l'institutionnalisation de sa politique d'évaluation ». Pour rappel, le Togo s'est engagé depuis trois ans dans une démarche



de réformes profondes de son administration publique. L'ambition est de rendre cette dernière plus performante, simple, dématérialisée, et de la rapprocher des citoyens.

(Togo Officiel)

Audiovisuel

Vers des mesures concrètes contre l'exploitation illicite des contenus

La capitale togolaise a abrité mardi et mercredi 25 et 26 juillet derniers, un atelier national sur l'exploitation illicite des programmes audiovisuels par internet. L'activité, organisée par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, a réuni les acteurs du secteur (diffuseurs, fournisseurs d'accès internet), les consommateurs, les entités de régulation.

L'objectif était notamment de faire l'état des lieux, et de trouver des approches de solution, dans un contexte d'amplification de ce phénomène, qui, favorisé par le développement d'internet, met à mal les finances publiques. En effet, explique le gendarme de l'audiovisuel au Togo, l'exploitation illicite des programmes audiovisuels, qui peut s'illustrer par la reproduction et la commercialisation illégales de programmes de télévision ou d'œuvres audiovisuelles, ou encore par le téléchargement ou la diffusion sur internet, d'œuvres protégées sans autorisation, a pris de l'ampleur au fil des années au Togo. « La piraterie met à mal l'industrie culturelle et la production des contenus, et nous avons une responsabilité face à cela », a indiqué le mi-



nistre de la communication et des médias, Prof Akodah Ayewouadan, également présent lors des travaux.

Plusieurs ébauches de solutions

Pour venir à bout du « fléau », la riposte s'organise progressivement, et s'inspire d'actions similaires mises en œuvre dans d'autres pays de la sous-région. Plusieurs ébauches de solutions sont d'ores et déjà évoquées.

Entre autres, blocage des sites illégaux, filtrage des contenus, sanctions civiles et pénales, confiscations de matériels, ou encore des suspensions. « La collaboration des différents acteurs du secteur est primordiale si l'on veut arriver à bout de ce fléau. En outre, il faudra envisager des propositions de prix sociaux, en phase avec les réalités économiques des consommateurs, pour que les actes illégaux puissent cesser », a insisté Akodah Ayewouadan. Plusieurs entités gouvernementales se sont également saisies du dossier, notamment l'Autorité de régulation des communications électroniques et postes (Arcep) et l'Agence nationale de la cybersécurité.

(Togo Officiel)

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



COMMUNIQUE DE PRESSE

Ecobank Togo récompense ses meilleurs partenaires Points Xpress

Ecobank Togo a récompensé ses meilleurs partenaires Points Xpress avec de superbes lots. Ces prix ont été décernés aux plus méritants sur la base de leurs performances à la faveur de la première édition du Forum Points Xpress organisée par l'institution au siège du Groupe à Lomé.

Les Points Xpress, distributeurs de proximité des produits et services financiers de Ecobank sont devenus au fil des années, des acteurs de premier plan de la banque dans l'atteinte de ses objectifs d'inclusion financière et de satisfaction des clients. En adoptant une stratégie de déploiement s'appuyant sur ces canaux indirects de distribution des services financiers numériques, Ecobank Togo a pu étendre ses services bancaires et offrir des solutions financières simples et accessibles à toute la population togolaise.

La vision du Groupe Ecobank est de construire une banque panafricaine de classe mondiale et de contribuer au développement économique et financier de l'Afrique. D'elle, découle sa mission qui est d'offrir à ses clients des produits et services financiers pratiques, accessibles et fiables. En décidant de les célébrer et de récompenser les meilleurs d'entre eux, Ecobank Togo honore et reconnaît le rôle essentiel que jouent les Points Xpress dans le processus de démocratisation et de facilitation de l'accès aux services financiers.

« **Grâce à notre collaboration avec les Points Xpress, nous avons pu étendre notre ancrage sur le territoire et facilité l'accès de nos solutions novatrices même aux couches les plus marginalisées** », a expliqué Souleymane Touré, Directeur général de Ecobank Togo, lors de son discours.

Le Forum Xpress fut également l'occasion pour les plus de 300 Partenaires présents, d'échanger tant avec le Top management de Ecobank Togo sur les défis et les enjeux de la nouvelle phase de partenariat dans laquelle les deux parties s'engagent désormais. Dans l'avenir, plusieurs autres services et produits financiers devraient être disponibles auprès des Points Xpress ce qui permettra à ces derniers d'accroître leur rentabilité et d'améliorer l'accessibilité des offres bancaires aux populations.

A propos de Ecobank Togo

Ecobank Togo est la première filiale du Groupe Ecobank, le principal groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie plus de 13000 personnes au service de plus de 32 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 35 pays Africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis Abeba en Ethiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Emirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires notamment les comptes bancaires et de dépôts, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations du trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers à savoir London Stock Exchange à Londres, Nigerian Stock Exchange à Lagos, Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan.

Pour de plus amples informations, prière de consulter www.ecobank.com

Premier semestre 2023

Le résultat avant impôt d'Ecobank a progressé de 18 %

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) a publié, le 27 juillet 2023, ses résultats financiers au titre du premier semestre 2023. Il en résulte que le résultat avant impôt a progressé de 18 % pour atteindre 308 millions de dollars et le produit net bancaire de 14 % pour atteindre 1 037 millions de dollars.

● Joël Yanclou

Ecobank a obtenu au premier semestre 2023, un rendement des capitaux propres de 27 %. Ces résultats sont obtenus dans des conditions macroéconomiques restées difficiles au deuxième trimestre, des devises africaines significativement faibles, des prix à la consommation élevés et une croissance économique flasque. Jeremy Awori, Pdg du Groupe Ecobank, a déclaré : « Nos résultats pour les six premiers mois de 2023 démontrent les avantages de notre modèle d'affaires diversifié, de notre bilan résilient et de notre engagement à servir nos clients. Le bénéfice avant impôt a augmenté de 18 % à 308 millions de dollars et de 67 % si l'on exclut les effets de conversion des devises. Les revenus nets ont augmenté de 14 % pour atteindre 1 037 millions de dollars, ou 38 % selon un taux de change constant, et nous avons généré un rendement des capitaux propres corporels de 27 %. Nous avons obtenu ces résultats malgré des conditions macroéconomiques toujours difficiles au deuxième trimestre, avec des économies importantes en devises africaines, des prix à la consommation élevés et une croissance économique tiède. » « Nous avons fait des progrès significatifs dans la formulation de notre feuille de route stratégique,



qui fournira le plan directeur de notre programme de croissance, de transformation et de retours. Au cours des derniers mois, alors que je m'engageais avec nos clients, nos collègues Ecobankiers et d'autres parties prenantes, ma confiance dans nos opportunités de croissance a été réaffirmée. Nous voyons des relations clients plus solides et meilleures dans nos activités, de forger des partenariats stratégiques et d'être la banque de paiement de référence, en tirant parti de nos plateformes supérieures. De plus, nous ferons progresser notre programme de transformation et de croissance pour nos activités bancaires aux entreprises, aux entreprises et aux particuliers. Notamment,

l'atteinte de nos objectifs nécessitera encore plus de discipline dans l'exécution, une gestion proactive des risques et une concentration sur la livraison pour nos clients. De plus, la gestion prudente de notre bilan et de notre capital demeure une priorité. Nous continuerons également à investir dans notre technologie de pointe, en retenant et en attirant les talents tout en renforçant la bonne culture », a ajouté M. Awori. « Enfin, je suis fier des contributions d'Ecobank dans les communautés africaines dans lesquelles nous opérons, et tout aussi fier du bon travail que les Ecobankers font pour nos clients au quotidien », a conclu M. Awori.

Financement des PME

La SFI engage 40 millions \$ dans le fonds Metier Capital Growth III

Ce véhicule d'investissement qui cherche à lever un total de 250 millions \$ ambitionne d'investir dans 8 à 12 entreprises d'Afrique subsaharienne, évoluant dans des secteurs d'activité essentiels. Il fait suite aux deux précédents fonds, Metier Capital Growth I et II, levés par Metier Capital.

La Société financière internationale (SFI) a annoncé, lundi 24 juillet, la réalisation d'une prise de participation de 25 millions \$ ainsi qu'un co-investissement de 15 millions \$ dans le fonds de private equity Metier Capital Growth Fund III. D'une taille cible de 250 millions \$, ce fonds investira dans 8 à 12 entreprises subsahariennes de taille moyenne. Il réalisera au moins 40 % de ses opérations en dehors de l'Afrique du Sud, en ciblant plus spécifiquement l'Afrique australe et orientale. Les secteurs visés par le fonds sont ceux des télécommunications, des biens de

consommation, des soins de santé, des services financiers, de l'industrie manufacturière ainsi que des infrastructures et de l'énergie. Selon Sérgio Pimenta, vice-président de la SFI pour l'Afrique, cet investissement réalisé dans le Growth Fund III de Metier Capital facilitera l'accès à des capitaux privés qui catalyseront la création de valeur pour des entreprises africaine et contribuera à soutenir le secteur du capital-investissement en Afrique. Il s'agit de Metier Capital Growth Fund I, clôturé en fin 2007 avec un capital de 3,5 milliards de rands (198,7 millions \$). Le fonds a réalisé 8 investissements, principalement en

Afrique du Sud. A la suite de ce véhicule, Metier Capital Growth II a été lancé. Ce fonds a investi dans 8 sociétés, dont 82 % en Afrique du Sud. L'investissement de la SFI aidera Metier Capital Growth III à atteindre sa première clôture. Ce fonds espère attirer davantage d'investisseurs privés et institutionnels sur le continent africain où les investissements en private equity restent parmi les plus faibles des marchés émergents, représentant seulement 4 % des volumes totaux. En plus de cela, l'Afrique est souvent perçue par nombre d'investisseurs comme une région très risquée et instable.

Avec Agence Ecofin

Russie – Afrique

Les échanges commerciaux ont atteint 18 milliards \$ en 2022

Lors du premier Sommet Russie-Afrique, le président russe avait promis de « doubler les échanges commerciaux avec le continent dans les cinq ans » par rapport à leurs niveaux de 2018. Les chiffres relatifs à l'année écoulée montrent que Moscou est encore loin du compte.

Les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique ont atteint 18 milliards de dollars en 2022, a annoncé le président russe Vladimir Poutine (photo) lors d'une session plénière du second Sommet Russie-Afrique qui s'est ouvert jeudi 27 juillet à Saint-Petersbourg (nord-ouest du pays). « Je tiens à souligner que les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique ont atteint 18 milliards de dollars l'année dernière. C'est l'un des résultats évidents du sommet Russie-Afrique de Sotchi », a-t-il déclaré. « Je suis persuadé que nous pouvons accroître nos échanges commerciaux de manière plus massive dans un avenir proche », a-t-il ajouté. La valeur des échanges commerciaux entre la Russie et le continent durant l'année



écoulée est largement inférieure aux ambitions qui avaient été affichées par Moscou lors du premier sommet Russie-Afrique tenu en 2019 à Sotchi. Le président russe avait alors promis de « doubler les échanges commerciaux avec le continent dans les cinq ans » par rapport à leurs niveaux de 2018. Cette année-là, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique s'étaient élevés à 20 milliards de dollars, soit moins de la moitié de ceux

de la France et dix fois moins que ceux de la Chine. Des délégations de 49 pays africains participent à la deuxième édition du Sommet Russie-Afrique qui doit s'achever aujourd'hui, selon le Kremlin. Mais un peu plus d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernements africains seulement ont accepté l'invitation du président Poutine, contre 43 lors de la précédente édition du Sommet.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Une coentreprise entre Spiro et Horwin pour les vélos électriques

Plus connu en Europe notamment en Autriche où est implantée son usine de vélos et scooters électriques, le constructeur Horwin lance une coentreprise avec la start-up Spiro pour conquérir le marché africain de l'écomobilité.



C'est confirmé. La start-up de mobilité Spiro qui opère au Bénin, au Togo et au Rwanda (bientôt en Ouganda) s'associe à la société autrichienne Horwin. Ensemble, les deux sociétés viennent de créer coentreprise spécialisée dans la fabrication de vélos et de batteries électriques en Afrique. L'initiative qui devrait favoriser la création de 5000 emplois locaux contribuera également à la réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO2) sur le continent. « C'est une étape importante pour nos deux plateformes puisque nous allons augmenter nos capacités de production afin

de répondre à la demande croissante des solutions de mobilité électrique dans les pays africains. Avec Horwin, nous redéfinirons certainement l'avenir du transport urbain », affirme Jules Samain, le PDG de Spiro qui entend installer plusieurs usines d'une capacité annuelle allant jusqu'à 100 000 vélos et 500 000 batteries, avant fin 2023. Selon son responsable de l'Approvisionnement stratégique, la création de cette coentreprise permettra également de contribuer au développement des économies locales. « Il s'agit de favoriser les avancées technologiques tout en fournissant des solutions de transport efficaces et

respectueuses de l'environnement aux communautés africaines dans un contexte marqué par la pollution », explique Rohit Pandita. Cette collaboration intervient après que la start-up créée en 2019 a conclu un partenariat avec l'industriel chinois Ampace Technology pour la livraison de 1000 cellules de batteries au lithium fer phosphate (LFP). Spiro pourra ainsi accélérer son projet avec les autorités ougandaises visant le déploiement de 140 000 motos électriques et l'installation d'un réseau de 3000 stations d'échanges de batteries à Kampala.

Avec Afrik21

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 28 juillet 2023

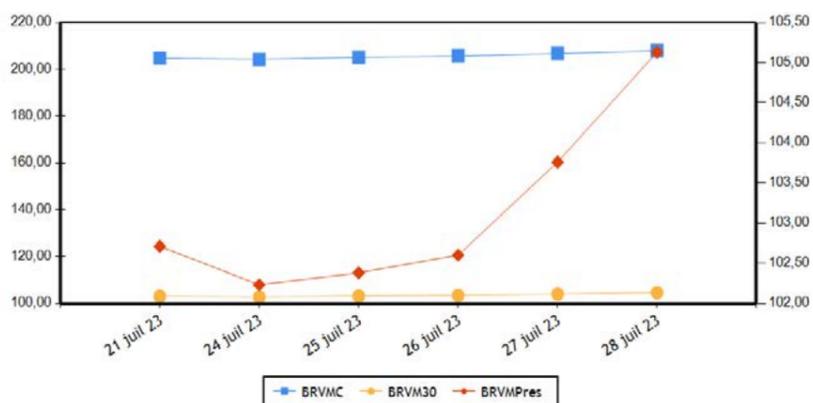
N° 143

BRVM COMPOSITE	207,95
Variation Jour	0,58 %
Variation annuelle	2,33 %

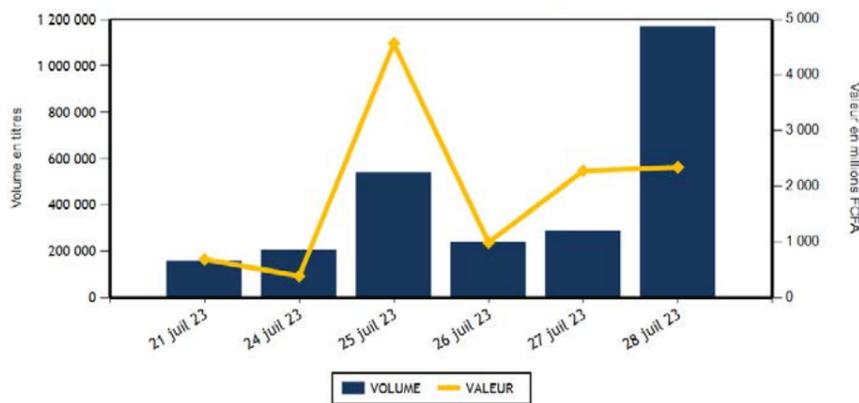
BRVM 30	104,53
Variation Jour	0,56 %
Variation annuelle	4,53 %

BRVM PRESTIGE	105,13
Variation Jour	1,32 %
Variation annuelle	5,13 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 736 097 050 391	0,57 %
Volume échangé (Actions & Droits)	987 417	1 039,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	525 054 050	96,27 %
Nombre de titres transigés	44	7,32 %
Nombre de titres en hausse	19	46,15 %
Nombre de titres en baisse	9	-40,00 %
Nombre de titres inchangés	16	23,08 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 085 950 799 589	-0,02 %
Volume échangé	181 816	-9,62 %
Valeur transigée (FCFA)	1 819 920 400	-9,54 %
Nombre de titres transigés	11	175,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	8	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	680	6,25 %	0,00 %
SODE CI (SDCC)	5 300	6,00 %	-3,02 %
NESTLE CI (NTLC)	9 000	5,88 %	9,16 %
BERNABE CI (BNBC)	2 160	3,35 %	8,00 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 885	3,04 %	17,76 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 325	-4,33 %	-5,36 %
SITAB CI (STBC)	6 650	-2,21 %	-2,92 %
SOGB CI (SOGC)	3 895	-1,02 %	-31,31 %
SETAO CI (STAC)	1 110	-0,89 %	16,84 %
CIE CI (CIEC)	2 210	-0,67 %	11,06 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	105,13	1,32 %	5,13 %	948 674	398 732 005	6,53
BRVM-PRINCIPAL	36	98,64	0,11 %	-1,36 %	38 743	126 322 045	11,94

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,25	1,60 %	-0,93 %	9 801	55 030 110	29,59
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	505,11	0,47 %	3,25 %	15 666	196 819 405	9,22
BRVM - FINANCES	15	80,80	0,66 %	7,01 %	939 267	234 001 215	6,30
BRVM - TRANSPORT	2	390,63	0,00 %	14,32 %	648	990 440	8,67
BRVM - AGRICULTURE	5	199,76	-0,52 %	-29,55 %	15 808	26 425 315	11,20
BRVM - DISTRIBUTION	7	366,29	0,34 %	2,16 %	6 178	11 733 110	12,90
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 369,61	-0,89 %	16,84 %	49	54 455	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,46
Taux de rendement moyen du marché	8,04
Taux de rentabilité moyen du marché	9,58
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	125
Volume moyen annuel par séance	511 371,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 007 670 630,58

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	29,61
Ratio moyen de satisfaction	35,98
Ratio moyen de tendance	121,52
Ratio moyen de couverture	82,29
Taux de rotation moyen du marché	0,09
Prime de risque du marché	4,68
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES PAYS DE L'UEMOA
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

Performances financières

Microsoft et Google s'en sortent mieux que prévu

Google et Microsoft ont annoncé mardi des performances financières supérieures aux attentes du marché au deuxième trimestre 2023.

Google et Microsoft, lancés dans une course à l'intelligence artificielle aux enjeux majeurs, ont réalisé des performances financières supérieures aux attentes du marché au deuxième trimestre 2023, malgré un contexte économique défavorable et des investissements internes conséquents.

Alphabet (Google) a ravi le marché mardi avec 74,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 18,4 milliards de bénéfice net. Son action prenait plus de 7% lors des échanges électroniques après la clôture de la Bourse de New York. Les ventes d'espaces publicitaires sur YouTube ont faiblement progressé sur un an, à 7,7 milliards de dollars. Le numéro un mondial de la publicité numérique subit de nombreux vents contraires, de l'inflation aux forts taux d'intérêt et à la concurrence de TikTok, qui pèsent sur les budgets des annonceurs. Et ses recettes dans le cloud (informatique à distance) sont aussi ressorties au-dessus des prévisions du marché. Google Cloud a réalisé 8 milliards de dollars de revenus, soit une progression de 27% sur un an. Avec un bénéfice opérationnel proche de 400 millions de dollars, la filiale transforme l'essai après avoir réalisé son premier profit au premier trimestre.

«Révolution de l'IA»

Le cloud a aussi porté Microsoft, numéro 2 mondial du secteur. L'activité, qui s'appuie beaucoup sur l'intelligence artificielle (IA) et



pèse désormais plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'entreprise, a connu une croissance de 21% sur un an. Cependant, ce taux de progression est légèrement inférieur à celui du trimestre précédent, qui atteignait 22%. Le titre Microsoft, qui s'est apprécié de près de moitié depuis le début de l'année (+47%), reculait de 0,99% mardi. Les analystes ont avant tout les yeux rivés sur la course effrénée à l'intelligence artificielle (IA), même s'il va falloir plusieurs trimestres avant que les nouveaux produits en cours de déploiement n'aient un impact sur les résultats des grandes entreprises. La sortie en novembre de l'interface ChatGPT – conçue par la startup californienne OpenAI, principalement financée par Microsoft – a lancé une course ultra rapide à l'IA générative, entre enthousiasme exubérant et inquiétudes apocalyptiques. Google et Microsoft ont ainsi ajouté à leurs logiciels de bureautique et de communication, pour les professionnels ou le grand public, des outils capables de produire du texte

et/ou des images sur simple requête en langage courant.

Milliards de dollars

La réponse de Google à ChatGPT, Bard, déjà disponible en anglais dans 180 pays dans le monde, pourra bientôt converser dans 40 langues et doit devenir multimédia. «C'est notre septième année en tant qu'entreprise spécialisée dans l'intelligence artificielle, et nous savons comment intégrer de l'IA à nos produits, de façon intuitive», a assuré Sundar Pichai, le patron du groupe californien, lors d'une conférence téléphonique aux analystes mardi. Les enjeux sont tels que Sergey Brin, cofondateur de Google qui a passé la main il y a plusieurs années, est de retour dans les bureaux plusieurs fois par semaine, d'après le «Wall Street Journal». En juin, la directrice financière de Microsoft, Amy Hood, avait indiqué que la nouvelle génération d'IA contribuerait, à terme, à hauteur de 10 milliards de dollars par an aux revenus de l'entreprise.

(AFP)

Espagne

Le taux de chômage atteint son plus bas depuis la crise de 2008

Selon des chiffres officiels publiés jeudi, 2,76 millions de personnes étaient inscrites au chômage fin juin, soit 11,60% de la population active. Un chiffre en recul de 1,67 point sur 3 mois.

Le taux de chômage a fortement baissé au deuxième trimestre en Espagne pour atteindre 11,60% de la population active, soit son niveau le plus bas depuis la crise financière de 2008, selon des chiffres officiels publiés jeudi. Au total, 2,76 millions de personnes étaient inscrites au chômage dans la quatrième économie de la zone euro au 30 juin, soit 365'000 de moins qu'au trimestre précédent (3,12 millions), d'après l'Institut national de la statistique (INE). Sur les trois derniers mois, le taux de chômage a reculé de 1,67 point.

Recul particulièrement marqué chez les 25 à 54 ans

Le chômage se trouve désormais «à son niveau le plus bas depuis 2008, en particulier chez les jeunes et les femmes», s'est félicité sur Twitter, rebaptisé «X», le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez. Ces chiffres «extraordinaires» démontrent «la solidité de notre économie», a-t-il insisté. D'après l'INE, la baisse a touché aussi bien les hommes (-152'000 chômeurs) que les femmes (-213'000), et l'ensemble des tranches d'âge, avec un recul marqué pour les 25-54 ans (-328'500 demandeurs d'emploi). La situation s'est, par ailleurs, fortement améliorée dans le secteur des services (-208'600 chômeurs) – qui inclut le tourisme, dont dépendent près de 12% des



emplois en Espagne – et dans celui de la construction (-23'400).

Nombre d'emplois record

Le taux de chômage espagnol avait nettement reculé à la fin de l'année 2021 pour atteindre 12,48% de la population active. Il était ensuite progressivement remonté à partir de l'été 2022, malgré un niveau élevé de créations d'emplois. Selon l'INE, le nombre de personnes disposant d'un emploi en Espagne a ainsi progressé de 2,88% au cours des 12 derniers mois (+588'700). Au total, environ 21 millions de personnes disposaient d'un emploi fin juin, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré dans le pays.

PIB en hausse

Cette dynamique survient alors que l'Espagne est parvenue ces derniers mois – contrairement à ses principaux voisins européens – à maintenir une croissance

robuste: son PIB a ainsi progressé de 0,5% au dernier trimestre 2022 et de 0,6% au premier trimestre 2023. Sur l'ensemble de 2023, le gouvernement espagnol prévoit une croissance de 2,1%. Cette hypothèse est désormais inférieure à celle du FMI, qui a revu mercredi sa prévision à 2,5% (+1 point) en raison de la «solidité» de l'activité dans le secteur «des services et du tourisme». Malgré la forte baisse des derniers mois, le taux de chômage espagnol reste l'un des plus élevés de l'OCDE. Ce qui n'empêche pas de nombreuses entreprises de se plaindre de difficultés de recrutement, notamment dans l'hôtellerie ou le bâtiment. Selon Eurostat, 143'000 postes étaient ainsi vacants au premier trimestre. Cette situation a conduit l'exécutif à assouplir progressivement ces derniers mois les règles encadrant la délivrance de visas de travail et à favoriser la régularisation d'immigrés sans papiers pour pallier le manque de bras dans les métiers sous tension.

(AFP)

Rachat de Credit Suisse

UBS va payer 335 millions de francs d'amendes pour Archegos

La banque doit s'acquitter de cette somme totale aux Etats-Unis et au Royaume-Uni pour la «mauvaise gestion» des risques, par Credit Suisse, du fonds américain Archegos.

La banque UBS paie les pots cassés après le rachat de Credit Suisse, et a accepté de payer une amende, néanmoins anticipée, de 387 millions de dollars (335 millions de francs) pour la mauvaise gestion des risques, par cette dernière, du fonds américain Archegos. «Credit Suisse n'a pas réussi à gérer correctement le risque posé par Archegos malgré les avertissements répétés», a indiqué lundi dans un communiqué de presse la banque centrale américaine (Fed). Cette action a été prise conjointement avec la Banque d'Angleterre, qui

a également fait état, dans un communiqué distinct, de «défaillances importantes dans la gestion des risques et la gouvernance». UBS va ainsi s'acquitter de 268,5 millions de dollars (232 millions de francs) aux Etats-Unis, et 87 millions de livres sterling au Royaume-Uni (96 millions de francs). Il s'agit de la plus importante amende imposée par l'Autorité de régulation prudentielle (PRA), une branche de la Banque d'Angleterre. «L'échec de Credit Suisse à gérer efficacement les risques a été extrêmement grave et a créé une menace majeure pour



la sécurité et la solidité des entreprises. La gravité et la nature généralisée de ces manquements ont conduit à l'amende d'aujourd'hui, qui est la plus importante jamais infligée par la PRA», a commenté Sam Woods, patron

de la PRA, cité dans le communiqué. Le fonds Archegos avait pris des paris risqués en Bourse en empruntant de l'argent à des banques, mais s'était trouvé dans l'incapacité de couvrir ses positions lorsque les marchés s'étaient

retournés, et avait imploré en 2021, ce qui avait coûté plus de 5 milliards de dollars à Credit Suisse.

Violation des règles des marchés financiers

L'autorité suisse de régulation des marchés financiers, la Finma, a de son côté indiqué avoir «constaté que Credit Suisse avait gravement et systématiquement violé les règles du droit des marchés financiers dans le contexte de sa relation d'affaires avec le Family Office Archegos», dans son communiqué. «La

Finma ordonne des mesures correctrices à l'encontre de l'entité juridique qui a succédé à Credit Suisse, à savoir UBS. Elle a aussi ouvert une procédure d'enforcement à l'encontre d'un ancien dirigeant de Credit Suisse. UBS, qui a racheté sa concurrente Credit Suisse le 12 juin dernier, a indiqué dans un communiqué qu'elle enregistrerait une provision additionnelle au deuxième trimestre. La date de publication de ses résultats trimestriels a été repoussée au 31 août en raison de la complexité de ce rachat.

(AFP)

Environnement

Les contentieux liés au climat ont plus que doublé en cinq ans

Le nombre total d'affaires judiciaires liées au changement climatique a plus que doublé depuis 2017 et augmente dans le monde entier, selon des résultats publiés cette semaine par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Sabin Center for Climate Change Law de l'Université de Columbia.



● © UNICEF/Mark Naftalin. Une fille regarde des maisons submergées dans l'État de Jonglei au Soudan du Sud.

Le rapport, intitulé Global Climate Litigation Report: 2023 Status Review, est basé sur un examen des affaires axées sur le droit, la politique ou la science du changement climatique enregistrées avant le 31 décembre 2022 par les bases de données du Sabin Center sur les contentieux liés au changement climatique aux États-Unis et dans le monde. Le document a été publié à l'occasion du premier anniversaire de la déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies selon laquelle l'accès à un environnement propre et sain est un droit humain universel.

Des citoyens demandent des comptes

« Les politiques climatiques sont loin d'être à la hauteur pour maintenir l'augmentation des températures mondiales en dessous du seuil de 1,5 °C d'augmentation, alors que des phénomènes météorologiques extrêmes ainsi qu'une chaleur torride touchent déjà notre planète », a déclaré Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE. « Les citoyens se tournent de plus en plus vers les tribunaux pour lutter contre la crise climatique et demandent des comptes aux gouvernements et au secteur privé. Les contentieux liés au climat deviennent un méca-

nisme clé pour garantir l'action climatique et promouvoir la justice climatique », a-t-elle ajouté. Le rapport donne un aperçu des principaux contentieux climatiques de ces deux dernières années, y compris des percées historiques. À mesure que la fréquence et le volume des contentieux liés au climat augmentent, le nombre de précédents juridiques s'accroît, formant un domaine juridique de plus en plus défini. Le nombre total d'affaires liées au changement climatique a fortement augmenté depuis un premier rapport sur la question. On en comptait 884 en 2017 et 2.180 en 2022. Si la plupart des litiges ont été déposés aux États-Unis, le nombre de contentieux augmente dans le monde entier. Environ 17% des cas enregistrés ont été ouverts dans les pays en développement, y compris les petits États insulaires en développement. Ces actions en justice ont été intentées devant 65 instances dans le monde entier : cours internationales, régionales et nationales, tribunaux, organes quasi judiciaires et autres instances juridictionnelles, y compris les procédures spéciales des Nations Unies et les tribunaux d'arbitrage.

Groupes vulnérables

« L'écart se creuse de manière inquiétante entre le niveau de réduction des gaz à effet de serre que le monde doit atteindre pour respecter ses objectifs en matière de température et les mesures que les gouvernements prennent effectivement pour réduire les émissions. Cette situation conduira inévitablement un plus grand nombre de personnes à recourir aux tribunaux », a déclaré Michael Gerrard, Directeur de la faculté du Sabin Center. Le rapport montre comment les voix des groupes vulnérables se font entendre dans le monde entier : 34 cas ont été déposés par et au nom d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans, y compris par des fillettes âgées de sept et neuf ans au Pakistan et en Inde respectivement, tandis qu'en Suisse, les plaignants font valoir les effets disproportionnés du changement climatique sur les femmes âgées. À l'avenir, le rapport prévoit une augmentation du nombre de contentieux portant sur les migrations climatiques, des cas portés par les peuples autochtones, les communautés locales et d'autres groupes touchés de manière disproportionnée par le changement climatique, ainsi que des affaires portant sur la responsabilité à la suite d'événements météorologiques extrêmes.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous devrez éviter les spéculations boursières aujourd'hui, car vos chances seront très faibles. Prenez refuge dans les valeurs traditionnelles : l'Ecu-reuil, la pierre, les objets d'art...

Taureau Pluton vous sera dans l'ensemble favorable sur le plan financier, provoquant peut-être même pour certaines unes rentrées d'argent importante. Mais la Lune va brouiller le jeu, et vous aurez tout intérêt à rester très vigilant concernant votre équilibre financier, même s'il semble solide. Attendez encore si vous souhaitez modifier vos placements ou acheter des actions en Bourse, le moment paraissant trop ambigu astralement pour prendre des risques.

Gémeaux Saturne sera mal aspecté, mais il n'y aura aucune raison pour que cette planète se retourne contre vous. Il vous suffira d'être prévoyant en matière pécuniaire, comme l'exige Saturne, et de ne pas céder aux envies d'achats impulsifs, pour garder l'équilibre. Evidemment, cela demandera un effort.

Cancer Faites preuve de la plus extrême prudence concernant vos placements boursiers. Vous n'aurez pas la faveur des astres. Dégraissez au maximum votre portefeuille en éliminant toutes les actions à risques.

Lion Votre situation financière sera directement affectée par Saturne aujourd'hui. Il est possible donc qu'elle subisse des modifications. Qu'il s'agisse d'une légère baisse ou, au contraire, d'une amélioration, ne nourrissez pas d'inquiétudes excessives : vous saurez vous adapter gracieusement.

Vierge Voilà une des meilleures journées de l'année en ce qui concerne les questions financières. Vous aurez de bonnes cartes en main, surtout si vous devez contracter un emprunt. Optez pour un remboursement à court terme, car la chance du moment concernera les actions à brève échéance.

Balance Réglez sans délai les questions d'argent importantes. Sinon, des complications pourraient bientôt intervenir, et vous vous retrouveriez dans une situation inconfortable. Risque de problème de succession.

Scorpion Sous l'impulsion de Vénus, vous risquez cette fois de vous montrer particulièrement déraisonnable. Vous refuserez de vous priver de ce dont vous avez envie. Vos finances prendront un sérieux coup.

Sagittaire Ne comptez pas trop sur vos amis pour résoudre vos problèmes d'argent, car chacun tient à sa bourse comme à la prune de ses yeux. D'autre part, il semble qu'une personne de l'autre sexe cherche en ce moment à vous emprunter de l'argent en faisant délibérément appel à son charme. Soyez vigilant pour ne pas gaspiller vos deniers dans des prêts à fonds perdus. Ne mélangez pas argent et amour, s'il vous plaît !

Capricorne Vous serez à l'abri du besoin, de l'insécurité et de mauvaises surprises. Cependant, ne relâchez pas votre vigilance ; resserrez les cordons de votre bourse et évitez toute spéculation fallacieuse ou mal étudiée.

Verseau Les placements à long terme seront favorisés. En revanche, soyez prudent avant d'effectuer des opérations financières censées vous rapporter beaucoup d'argent en peu de temps. Chance aux jeux accrue ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Poisson Pluton, influençant votre secteur argent, vous sera très favorable, vous aidant à réaliser de bonnes opérations financières. De plus, Jupiter, le maître de la chance, va vous aider à améliorer nettement votre équilibre budgétaire. Mais attention à Neptune en aspect dysharmonique, qui risque de vous tendre toutes sortes de pièges. Soyez très vigilant, évitez toute dépense importante et, surtout, ne vous lancez pas dans des spéculations hasardeuses.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCILO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL (AAOI)

Maitre d'ouvrage : Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et du Développement des Territoires (MATDDT)

Maitre d'ouvrage délégué : AGETUR - TOGO

AAOI N° 001/PAD2-KFW/AGETUR-TOGO/2022

FINANCEMENT : KfW BMZ 2014 673 49, PN31877 : 85 %

Etat Togolais : 15%

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru sur le site web www.gtai.de le 08 mars 2018, sur le site de la DNCMP le 14 mars 2018 et dans le quotidien national « TOGO PRESSE » le 16 mars 2018.
2. Le présent avis peut être consulté sur le site web www.gtai.de à partir de **vendredi 23 juin 2023**. Il pourra être ensuite consulté sur le site web dncmp-togo.com et dans togopresse à partir de **lundi 26 juin 2023**.
3. Le Gouvernement de la République Togolaise, a obtenu un Don de la Coopération Financière Allemande à travers la KfW pour le financement du Programme d'Appui à la Décentralisation (PAD 2) et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer les paiements autorisés au titre des Marchés d'exécution des travaux, objet du présent appel d'offres International.
4. Le Gouvernement, en accord avec la KfW, a désigné l'Agence d'Exécution des Travaux Urbains (AGETUR-TOGO) comme Maître d'Ouvrage Délégué pour gérer, en son nom et pour son compte le PAD. Dans ce cadre, l'AGETUR-TOGO sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation des travaux de **construction d'un bâtiment d'état civil et d'une salle polyvalente pour la Mairie de Kara**.
Le présent marché est à lot unique et les variantes ne sont pas autorisées.
Le délai d'exécution est de **dix-huit (18) mois**.
5. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert international tel que défini dans le Code des Marchés publics en vigueur et ses textes d'application et conformément aux nouvelles Directives de passation de marchés, version du Janvier 2021 Directives pour la Passation de Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération Financière avec des Pays Partenaires de la KfW. Les nouvelles directives de la KfW peuvent être consultées à travers le lien <https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDF-Dokumente-Richtlinien/FZ-Vergaberichtlinien-V-2021-FR.pdf>
6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction Technique de l'AGETUR-TOGO à Lomé, au 1337 boulevard Jean PAUL II Lomé – Tél. : (+228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84 et examiner le dossier d'appel d'offres à la même adresse à partir du **lundi 26 juin 2023** aux heures ouvrables TU. Cette adresse est essentiellement destinée aux questions et courriels uniquement. Toutes communications entre AGETUR/TOGO les soumissionnaires au cours des différentes étapes du processus se feront par écrit.
7. Les exigences en matière de qualifications techniques sont et détaillées dans le DPAO.

NB :

[cDiscussion.com](https://www.discussion.com)

« - les entreprises attributaires de marchés publics dont le taux d'exécution n'a pas atteint 70% et qui sont en retard par rapport au planning c'est-à-dire qui n'ont pas terminés les travaux au moment prévu, ne sont pas habilitées à soumissionner au présent appel à concurrence.

- Les sociétés nouvellement créées qui sont dans l'impossibilité de fournir les états financiers des années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 exigés sont autorisées à prouver leur capacité économique et financière par tout autre document substitutif distinct de l'attestation de capacité financière » IL EST ENTENDU QUE SEULS LES BILANS DES TROIS MEILLEURES ANNEES SERONT CONSIDEREES.

8. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **cinquante mille francs CFA (50 000 F CFA)** à l'adresse ci-dessus. La méthode de paiement sera un virement sur le n° **TG055 01701 121400335602 69** au nom d'AGETUR-TOGO/FONCTIONNEMENT à Ecobank. Le Dossier d'Appel d'offres sur CD-ROM sera remis aux candidats sur présentation du bordereau de virement des frais de dossier.
9. Les offres devront être soumises sous pli cacheté avec la mention : « **PAD 2 : marché de construction d'un bâtiment d'état civil et d'une salle polyvalente pour la Mairie de Kara** » et accompagnées du bordereau de virement des frais de dossier, à l'adresse ci-après : 1337 boulevard Jean PAUL I Lomé – Tél. : (+228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84 au plus tard **le jeudi 10 août 2023 à 9h30 TU**. Les dépôts électroniques ne seront pas admis. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
10. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de **15 000 000 F CFA** :
11. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de **cent vingt jours (120 jours)** à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IS et au DPAO.
12. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le jeudi 10 août 2023 à 10h00 TU** à l'adresse suivante : Salle de réunion de l'AGETUR-TOGO, 1337 boulevard Jean PAUL II Lomé – Tél. : (+228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84.
13. Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'AGETUR-TOGO.

1337, boulevard Jean Paul II LOME TOGO

Tél. : (228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84 email : ageturinfo@agetur-togo.com. Toutes communications entre AGETUR TOGO et les soumissionnaires au cours des différentes étapes du processus se feront par écrit.

La Direction Générale

Souda GUITOBA

Plateforme Industrielle

Une mission de la Commission de l'UEMOA visite la PIA

Une mission de la commission de l'UEMOA au Togo a visité la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), dans l'après-midi du vendredi 21 juillet 2023.

La mission composée d'une dizaine de personnes est conduite par Dr Paul Koffi KOFFI, Commissaire Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Energie et de l'Economie Numérique. La délégation est accueillie

à son arrivée par Andréa Magnim N'Gbanla du Service Communication de l'Autorité de Coordination de la PIA (ACP). M. KOFFI (Chef de la Délégation) et ses collègues ont d'abord assisté à une séance de présentation du Projet PIA, à la Salle de

Réunion de l'ACP. La présentation faite par Esther Kapor du Service Marketing de PIA SAS est suivie d'une séance de questions/réponses. La visite des membres de la Commission de l'UEMOA s'est terminée par un tour du site.



UEFA

La Juventus exclue de la prochaine Ligue Europa Conference !

Alors qu'elle a subi un retrait de 10 points en raison de modalités de transferts douteuses en Serie A la saison passée, la Juventus Turin a aussi été sanctionnée ce vendredi par l'UEFA. Pour ne pas avoir respecté le fair-play financier, la Vieille Dame ne jouera pas de Coupe d'Europe l'an prochain et devra régler une lourde amende.

C'était dans les tuyaux depuis de nombreuses semaines, c'est désormais officiel : la Juventus Turin a été bannie de la prochaine édition de Conférence League. C'est la deuxième fois en quelques mois que le club turinois subit le courroux des institutions du football à son égard. Alors que dix points lui avaient déjà été retirés en Serie A lors de la saison précédente, ce qui avait contraint les Bianconeri à finir septièmes et ainsi jouer la C4, la Juve est cette fois sanctionnée par l'UEFA au sujet de présumées violations potentielles de la licence de club et du fair-play financier. Face à ces accusations graves et qui faisait encourir de lourdes sanctions au club, la presse italienne faisait état, au début du mois, d'un accord entre la Vieille Dame et l'UEFA afin d'être exclue de la saison 2023-2024 de C4. Une idée lunaire mais assez intelligente car ces accusations pouvaient leur



empêcher aussi de disputer la Ligue des Champions en cas de qualification à l'issue de la saison prochaine.

La Juventus Turin écope également d'une amende de 20 millions d'euros

Ce vendredi, accord ou pas, le couperet est tombé : la Juventus Turin ne jouera pas en Coupe d'Europe l'an prochain. En plus de ça, les pensionnaires de l'Allianz Stadium écopent d'une amende de 20 millions d'euros, dont 10 sous condition si les budgets annuels 2023, 2024 et

2025 du club ne sont pas conformes aux exigences de l'UEFA. Alors que les coéquipiers de Dusan Vlahovic n'iront pas en Europe lors de l'exercice à venir, c'est la Fiorentina qui va remplacer les Piémontais en C4 la saison passée. Pour rappel, les hommes de Vincenzo Italiano, huitièmes du championnat transalpin derrière la Juve, s'étaient inclinés en finale de la compétition la saison passée face à West Ham (1-2). Ils auront donc l'occasion de se rattraper cette saison. Le malheur des uns faisant donc le bonheur des autres dans cette histoire.

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE
L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE
D'ICI ET
D'AILLEURS**

Le Journal des décideurs
L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0650/07/09/22/HAAC



Couverture médiatique



Insertion publicitaire



Publi-reportage ...

+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09

contact@leconomistedutogo

www.leconomistedutogo.tg

Totsi Gblinkome, rue Tidjani

l'économiste du Togo

@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...